

## **TI\_GERICHTE 38.2003.5 vom 26. November 2002**

TI Tribunale d'appello, 2002-11-26, IT

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti\\_gerichte\\_38.2003.5](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ti_gerichte_38.2003.5)

FR: TI\_GERICHTE 38.2003.5 du 26 novembre 2002

IT: TI\_GERICHTE 38.2003.5 del 26 novembre 2002

### **Regeste**

Sentenza o decisione senza scheda

### **Erwägungen**

#### **E. 5**

e AJP 1995 pag. 1090-1091 la nostra Massima istanza ha precisato che la giurisprudenza citata (DTF 119 V 7) si applica solamente per valutare la tempestività di atti processuali ma non invece nell'ambito dell'amministrazione di massa (ad esempio: l'emanazione di decisioni in materia di contributi) dove è applicabile l'abituale criterio della probabilità preponderante. Va comunque rilevato che, anche in questa seconda occasione, in assenza di un invio raccomandato, il TFA, pur applicando il criterio della probabilità preponderante, ha ritenuto non avvenuta la notifica della decisione alla data indicata dall'amministrazione (per una critica della giurisprudenza federale, anche con riferimento alla DTF 120 V 37, cfr. U. Kieser in AJP 1995 pag. 1091-1092). In una sentenza del 26 settembre 1994 nella causa E.K. AG il Tribunale federale delle assicurazioni ha riconfermato che colui che è in grado di comprovare l'avvenuta spedizione (ad esempio mediante una ricevuta postale), beneficia della presunzione che in quell'invio sono contenuti i documenti rilevanti ai fini dei diritti che si vogliono fare valere. In tale ipotesi se l'amministrazione ritiene che in quell'invio figuravano altri documenti sta a lei fornire la prova delle proprie affermazioni. La semplice dichiarazione secondo cui è molto poco probabile che l'invio sia stato perso nella cancelleria dell'amministrazione non è tuttavia sufficiente (cfr. ZAK 1985 pag. 130; DLAD 1993-1994 pag. 154). Chiamata a statuire sulla tempestività o meno dell'esercizio del diritto alle indennità di disoccupazione da parte di un assicurato l'Alta Corte in un'altra sentenza ha, in particolare, sottolineato che: " (...) En général, le sceau postal fait foi de la date de l'expédition. Dans la mesure où elle est de nature à prouver l'exactitude d'un fait, l'enveloppe d'un envoi est une pièce qui a une portée juridique et qui doit être conservée par l'administration au dossier de l'assuré. Sinon, l'administration empêche le justiciable de rapporter la preuve que son envoi a été expédié à temps. En principe, le justiciable n'a donc pas à supporter l'absence de preuve de la date de l'expédition qui résulte de la destruction ou de la perte de l'enveloppe (arrêt M. du 27 novembre 1998 [U 8/98], destiné à la publication). Cette règle est tout particulièrement applicable dans des cas limites, quand il existe un doute sur la date de l'expédition et s'il est possible d'admettre, au vu des circonstances, que le pli a été posté en temps utile; c'est notamment le cas lorsqu'il s'est écoulé un laps de temps relativement court entre la date alléguée de l'envoi et celle de sa réception par l'autorité. La règle n'a toutefois pas une portée absolue; elle ne saurait s'appliquer en toutes hypothèses, en particulier dans des situations où il apparaît, avec un degré de vraisemblance prépondérante (cf. ATF 121 V 6 consid. 3b), que l'envoi n'a pas été expédié en temps voulu. c) En l'espèce, il y a lieu de constater, tout d'abord, que la caisse a apposé sur la carte de

contrôle de l'assurée pour le mois d'avril 1996 la date du 20 août 1996 comme date de réception. Cette inscription laisse présumer que l'envoi lui est parvenu le même jour (arrêt non publié T. du 29 janvier 1997 [C 289/96]): selon le cours ordinaire des choses, une administration publique appose une telle mention sur un acte le jour où elle le reçoit; en particulier, les organes des assurances sociales (dont les caisses de chômage) indiquent systématiquement sur les demandes de prestations qui leur sont adressées le jour auquel ces demandes leur parviennent. On peut donc, à tout le moins en l'absence d'indices contraires, tenir pour établi que la caisse a reçu la carte de contrôle en question à la date précitée du 20 août 1996. D'autre part, s'il arrive parfois qu'un envoi se perde ou se mélange à des envois publicitaires auxquels le destinataire ne prête aucune attention (cf. ATF 106 II 173), il est peu vraisemblable, dans le trafic postal interne en Suisse et sauf retard dû à des circonstances tout à fait extraordinaires, qu'un envoi sous pli simple en courrier "A" mette trois semaines pour parvenir à son destinataire. Le fait que l'assurée a apposé sur sa carte de contrôle la date du 30 juillet 1996 n'est pas un indice apte à démontrer que l'envoi a été expédié en temps utile, bien au contraire. On constate en effet, comme le relève le recourant, que pour les périodes de contrôle antérieures, il existait très souvent un écart important (parfois de plusieurs semaines), entre le moment où l'intéressée a signé ses cartes de contrôle et la réception de celles-ci par la caisse. C'est un indice qui tendrait plutôt à établir que l'assurée, dans le cas présent, a laissé s'écouler un certain laps de temps entre le moment où elle a signé sa carte de contrôle et la date de l'expédition de celle-ci. Dans ces conditions, le seul fait que la caisse n'a pas conservé l'enveloppe qui contenait la carte de contrôle ne suffit pas, à lui seul, pour admettre que l'intimée a agi en temps utile. Il faut bien plutôt considérer, compte tenu des circonstances, que l'envoi en cause n'a pas été expédié avant le mois d'août 1996 et, partant, que l'assurée n'a pas respecté le délai légal de trois mois.

3.- A titre subsidiaire, l'intimée offre de rapporter la preuve de l'expédition en temps voulu de son envoi par l'audition de son mari et de son fils en qualité de témoins. On ne voit toutefois pas en quoi les témoignages en question seraient propres à établir la date exacte de la remise à la poste de l'envoi par l'intimée de sa carte de contrôle. En effet, l'intimée ne prétend pas que ces personnes l'ont vue poster sa carte de contrôle et qu'elles pourraient en témoigner. Au demeurant, on conçoit difficilement que des témoins soient en mesure, plus de deux ans après les faits, d'attester la date exacte de la remise d'un pli à la poste. Le dépôt d'une enveloppe dans une boîte aux lettres ou à la poste est un acte tout à fait banal qui ne laisse généralement pas de souvenir précis à la personne qui en est le témoin, sauf si son attention a été spécialement attirée sur ce fait, en vue précisément d'en rapporter la preuve ultérieurement, ce qui n'est toutefois pas allégué en l'espèce. Par conséquent, il ne se justifie pas de compléter l'instruction dans le sens proposé par l'intimée. (...)" (cfr. STFA del 14 dicembre 1998 nella causa R., C 360/97) Va ancora ricordato che secondo la giurisprudenza federale la presunzione d'esattezza del timbro postale può essere capovolta. Nel caso di una semplice dicitura circa la data e l'ora di un invio postale, non controfirmata e posta in basso ad una busta, la nostra Massima Istanza ha, in particolare, concluso che: "(...) Or, le recours de droit administratif interjeté contre ce jugement a été expédié le 1er février 1995, à 8 h., date du cachet d'oblitération du bureau de poste de C. figurant sur l'enveloppe d'envoi. Peu importe, à cet égard, la mention manuscrite "Déposé poste de C. 31.1.1995 23 h 40" qui se trouve au bas de l'enveloppe. En effet, cette inscription, non signée, ne signifie pas que l'envoi fut remis ce jour-là à 23 h. 40 à un employé de ce bureau de poste. Elle ne saurait donc renverser la présomption d'exactitude attachée au cachet postal du 1er février 1995 (ATF 109 Ia 185-185 consid. 3b; v. aussi 119 V 7). (...)" (cfr. DTF 122 V 60. consid.

1b, pag. 61) 2.4. Nell'evenienza concreta si tratta di stabilire se, in ossequio a quanto disposto dall'art. 38 cpv. 1 LADI, la ditta ha realmente fatto valere entro il termine di perenzione di tre mesi il diritto alle indennità per lavoro ridotto per il mese di gennaio 2002 (cfr. consid. 2.1 e 2.2). Ciò sarebbe il caso se la richiesta delle indennità per lavoro ridotto per quel periodo è stata depositata alla posta entro e non oltre il 30 aprile 2002. Il TCA rileva innanzitutto che, non trattandosi di un atto processuale, trova qui applicazione il normale criterio della verosimiglianza preponderante valido nell'ambito delle assicurazioni sociali (cfr. consid. 2.3). Nella "Dichiarazione" del 17 dicembre 2002, da lui sottoscritta, il postino di \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_, ha affermato che: " Al 30.04.2002 la ditta \_\_\_\_\_ ha spedito una lettera indirizzata alla Cassa cantonale di assicurazione contro la disoccupazione, Bellinzona. Sono sicuro perché la signora \_\_\_\_\_ ha voluto mandare la lettera per via raccomandata però il signor \_\_\_\_\_, che era presente ha esplicitato che per l'ufficio cantonale basta il timbro postale perché un ufficio cantonale non può pretendere una falsa data dell'invio. Il signor \_\_\_\_\_ però mi ha chiesto del favore di ricordare la data e in caso di testimoniare che la lettera sopraindicata è stata timbrata al 30.04.2002. Ricordo questa situazione speciale e posso confermare che la lettera che ha ricevuto il timbro del 30.04.2002 della posta di \_\_\_\_\_." (cfr. doc. \_) Il 29 gennaio 2003 il TCA ha posto ad \_\_\_\_\_ le seguenti domande: "1. Come mai sulla busta indirizzata alla Cassa cantonale di assicurazione contro la disoccupazione (qui allegata in copia) figura la data del 2 maggio 2002 se la lettera è stata spedita il 30 aprile 2002 (p.f. spiegare esaurientemente e dettagliatamente). 2. Cosa intende esattamente quando dichiara che "Al 30.04.2002 la ditta \_\_\_\_\_ ha spedito una lettera indirizzata alla Cassa cantonale di assicurazione contro la disoccupazione, Bellinzona." In particolare dove è avvenuta la spedizione? Presso un Ufficio postale? Se sì, quale e come mai allora non è stato apposto immediatamente il timbro postale? 3. Se la spedizione non è avvenuta presso un Ufficio postale voglia allora spiegare precisamente e dettagliatamente dove è avvenuta, alla presenza di chi e in quale forma? Questa forma di invio postale è usuale? 4. Cosa intende esattamente con l'affermazione "Ricordo questa situazione speciale e posso confermare che la lettera ha ricevuto il timbro del 30.04.2002 della Posta di \_\_\_\_\_."? Chi ha apposto quel timbro, dove, quando e alla presenza di chi?" (cfr. doc. \_) L'impiegato postale ha precisato che: " (...) La lettera è partita il giorno 30 aprile 2002 dall'ufficio postale di \_\_\_\_\_ per la Cassa cantonale di disoccupazione, 6500 Bellinzona. Il fatto che l'invio era provvisto del timbro 02 maggio 2002 è da imputare ad una errata bollatura della mia collega; essa in quel periodo stava imparando il servizio di sportello (erroneamente ha messo la data del giorno dopo, in quel caso il 2 maggio 2002 perché il 1° gli sportelli sono chiusi). Con questo non voglio accusare nessuno, il solo responsabile della corretta spedizione degli invii è il sottoscritto. Il signor \_\_\_\_\_ mi aveva telefonato pregandomi di spedire una lettera importante ancora lo stesso giorno, egli sarebbe giunto in ufficio appena un attimo prima della chiusura degli sportelli. Mi ricordo ancora chiaramente a distanza di mesi questa particolare situazione, perché non mi è mai successo che un cliente si assicuri telefonicamente per l'inoltro corretto di una lettera. Purtroppo l'errore c'è stato anche a causa del forte traffico di fine mese, mi rendo conto solo ora cosa possa provocare una piccola disattenzione. Per eventuali altri chiarimenti sono reperibile al numero telefonico \_\_\_\_\_, sono anche disposto se ce ne fosse la necessità ad un eventuale convocazione presso i vostri uffici. Tutto ciò per evitare che terze persone vengano danneggiate a causa di un banale incidente. (...)" (cfr. doc. \_) Al fine di chiarire i fatti emersi il presidente del TCA, presenti le parti, ha sentito, quali testi, \_\_\_\_\_ ed

\_\_\_\_\_ entrambi impiegati presso la Posta di \_\_\_\_\_. La prima teste, ha dichiarato che: " Faccio la postina. Mi occupo del servizio recapito a \_\_\_\_\_ per la distribuzione a \_\_\_\_\_ ed in parte del servizio vendita. Nel periodo aprile/maggio 2002 lavoravo a \_\_\_\_\_ nel servizio recapito e in parte vendita. In quel periodo stavo imparando l'attività di recapito e di vendita. Ad esempio stavo imparando il giro che ogni postino doveva fare. Per quel che riguarda lo sportello, la vendita di tutti i servizi che la Posta deve fare. Fra i servizi ci sono quello dei pagamenti. Un altro servizio è quello della spedizione delle lettere e dei pacchi. Come formazione ho svolto l'apprendistato di commercio. Sono stata assunta ed ho iniziato a vedere il lavoro nel mese di dicembre 2001. Il primo lavoro è stato quello presso l'Ufficio postale di \_\_\_\_\_. Ad esempio se una persona deve mandare una raccomandata, sulla busta viene apposto un numerino (codice a barre), applicato il relativo francobollo, timbrato e registrato nel computer. Se non si tratta di un invio raccomandato, la busta viene semplicemente bollata. Questa operazione viene fatta il giorno stesso. Le lettere che vengono consegnate allo sportello vengono bollate immediatamente, quelle depositate nella bucalettere vengono bollate alla sera o quando c'è un attimo di tempo. Vengono bollate con il timbro del giorno stesso. Conosco il signor \_\_\_\_\_ di vista, a volte veniva a \_\_\_\_\_ a spedire della corrispondenza. So che lavora per la \_\_\_\_\_. Non ricordo se il signor \_\_\_\_\_ è venuto a consegnare una lettera alla fine del mese di aprile 2002. So che il signor \_\_\_\_\_ aveva telefonato e aveva cercato direttamente il signor \_\_\_\_\_. Io gli ho semplicemente passato la telefonata. Il mio superiore mi ha detto che sarebbe passato qualcuno della ditta \_\_\_\_\_ a portare una lettera, e che tale lettera doveva partire la sera stessa. Questa telefonata è avvenuta alla sera, prima della chiusura (chudiamo alle ore 18:00, sarà stato alle 17:45). Sostanzialmente dovevo aspettare a chiudere il sacco della posta. Il giudice delegato chiede alla teste se il signor \_\_\_\_\_ o qualcun altro della ditta \_\_\_\_\_ è poi venuto a portare la lettera. La teste risponde che non ricorda più. Essa precisa che al momento della chiusura vi è una grande confusione, arrivano tutti assieme e quindi non ricorda se è arrivato anche il signor \_\_\_\_\_. Il giudice delegato segnala alla teste che ha appena detto che sapeva dal suo superiore che stava per arrivare una lettera importante. Chiede se malgrado questa circostanza realmente non ricorda. La risposta è: non ricordo. Il giudice delegato chiede alla teste cosa viene fatto di tutte queste lettere consegnata quasi contemporaneamente alla chiusura. La risposta è che tutte le lettere devono partire e che partono col timbro di quello stesso giorno alle ore 18:00. Addirittura accettiamo anche le lettere se qualcuno picchia alla finestra dello sportello ad esempio alle 18:05. Il giudice delegato fa mostrare dal signor \_\_\_\_\_ l'originale di una busta che contiene i documenti oggetto della vertenza presso il TCA. La teste riconosce la data 2 maggio 2002 alle 8:00, Ufficio di \_\_\_\_\_. Il giudice delegato chiede, visto questo timbro, quando è stata verosimilmente consegnata la busta. La teste risponde che dal timbro sembrerebbe che sia stata consegnata il mattino del 2 maggio 2002. La teste precisa che delle volte la sera si prepara il timbro per l'indomani. A richiesta del giudice delegato la teste precisa che ciò avviene alla fine del lavoro. Essa ipotizza che anche nell'occasione che ci interessa sia stato adottato un analogo procedimento. La teste non ricorda di avere in quell'occasione modificato la data già inserendo quella del 2 maggio 2002. Precisa che questi lavori venivano fatti da lei e dal suo superiore. Il signor \_\_\_\_\_ chiede se questa operazione (cambio della data) avviene anche quando c'è ancora confusione perché dei clienti arrivano all'ultimo minuto. La risposta è no, viene effettuato come ultimo atto prima di chiudere. Il giudice delegato segnala alla teste che in realtà il giorno successivo era il 1° maggio, giorno

di festa e che quindi la modifica ha dovuto essere diversa da quella abituale, passando dal 30 aprile al 2 maggio. Rispondendo al giudice, malgrado questo ulteriore aspetto, la teste afferma di non ricordare di avere modificato la data. Il signor \_\_\_\_\_ precisa che la ditta \_\_\_\_\_ riceve la corrispondenza alle 10:30 di mattina e elabora tutto il lavoro durante la giornata e spedisce la posta alla sera. Egli precisa di recarsi personalmente in Posta la sera e mai di mattina. Chiede alla teste se ricorda di averlo mai visto di mattina. La teste risponde di non averlo mai visto al mattino. Precisa comunque di occuparsi anche del servizio recapito. Il giudice delegato chiede alla teste di prendere posizione sulla parte dello scritto 3 febbraio 2003 del signor \_\_\_\_\_ al TCA (da "il fatto...sottoscritto"). Il giudice delegato chiede alla teste se le è già capitato di ricevere dei reclami per avere messo un bollo errato, cioè quello del giorno successivo, pur avendolo timbrato alla sera. La teste risponde di non avere mai ricevuto reclami. Rispondendo al giudice delegato, la teste non esclude di poter avere commesso un errore ma non ha neanche elementi per poter dire di averlo fatto. In particolare non ricorda di avere prematuramente girato la data del timbro sul 2 maggio. Rispondendo al sig. \_\_\_\_\_, la teste conferma che tutta la posta viene messa nel sacco. A questo punto il signor \_\_\_\_\_ sottolinea che trattandosi di posta A, la busta spedita il 30 aprile con un timbro sbagliato avrebbe comunque dovuto essere ricevuta il 2 maggio. In realtà la cassa l'ha ricevuta il 3 maggio. Il signor \_\_\_\_\_ precisa che secondo i dati della Posta, solo il 95% degli invii posta A arrivano il giorno dopo. Il signor \_\_\_\_\_ precisa comunque che il 1 maggio viene calcolato per la circolazione della posta. (cfr. doc. \_) Il secondo teste, \_\_\_\_\_, ha invece dichiarato che: " Il signor \_\_\_\_\_ precisa di ricordare bene il caso perché il signor \_\_\_\_\_ (recte: \_\_\_\_\_) mi aveva telefonato per sincerarsi che la lettera sarebbe partita quel giorno, trattandosi di un invio importante, anche se sarebbe stato consegnato poco prima della chiusura. Mi ha telefonato nel tardo pomeriggio. Non ne ho parlato con nessuno, trattandosi di segreto postale. Il giudice delegato chiede: neanche alla sua collaboratrice? La risposta è: essendo in ufficio doveva avere sentito. Comunque la colpa è mia. Ero io allo sportello, la signorina era dietro, è possibile che era lei l'addetta al timbraggio. Se c'è molto lavoro, è possibile che allo sportello si proceda agli incassi in modo da chiudere lo sportello e dopo la chiusura si procede al timbraggio. La lettera in questione è stata consegnata a me personalmente dal signor \_\_\_\_\_ e dalla signora \_\_\_\_\_. Due o tre giorni dopo il signor \_\_\_\_\_ mi ha telefonato per chiedere se la lettera era partita. Gli ho risposto di sì. Ho ricevuto personalmente la lettera il 30 aprile poco prima delle 18:00. Rispondendo al giudice delegato, preciso di non avere detto al signor \_\_\_\_\_ che vi era la possibilità di fare un invio raccomandato. Gli dissi in quell'occasione che la cosa importante è il timbro. Il giudice delegato chiede al teste come mai, dopo aver detto questo al cliente, ha proprio sbagliato ad apporre il timbro. La risposta è che si è trattato di un suo errore. Il giudice delegato prende atto che il teste era buralista a \_\_\_\_\_ da 5/6 anni (dal 1998). Gli chiede quando viene modificata la data sui timbri. La risposta è che appena è finito il servizio, viene cambiato il timbro. In quel caso probabilmente come ho cambiato l'ora mettendola sulle ore 18:00, forse ho cambiato anche il giorno. Il giudice delegato fa notare che in realtà la data indicata è quella del 2 maggio 2002 alle ore 8:00. Il teste ne prende atto. Ribadisce di avere ricevuto la lettera il 30 aprile 2002 e di non avere nessun interesse a dire cose non vere. Il vicecancelliere \_\_\_\_\_ legge al teste il suo scritto del 3 febbraio 2003 in risposta al TCA. Invitato a prendere posizione su questo scritto, il teste precisa: ho sbagliato io a modificare la data sui timbri. Il giudice delegato chiede al teste di prendere posizione in merito alla sua dichiarazione del 17.12.2002. Egli precisa che erano presenti

sia il signor \_\_\_\_\_ che la signora \_\_\_\_\_. In quell'occasione la signora \_\_\_\_\_ voleva mandarla per raccomandata e però il signor \_\_\_\_\_ le ha detto che bastava il timbro postale. Il giudice delegato chiede al teste quando arriva a Bellinzona una busta spedita il 30 aprile 2002 per posta A che per errore porta la data 2 maggio 2002. La risposta è lo stesso 2 maggio 2002. Il signor \_\_\_\_\_ precisa di avere visto personalmente mettere la lettera nel sacco destinato al camion che parte alle ore 18:15." (cfr. doc. \_) Da quanto appena esposto ed in particolare dalle precisazioni fornite sotto giuramento dal teste \_\_\_\_\_, il TCA deve concludere che, secondo il criterio della probabilità preponderante (al di là della data che figura sul timbro postale ed indipendentemente da chi ha commesso l'errore di girare il timbro sul 2 maggio 2002 alle ore 8:00), la lettera contenente la domanda d'indennità per lavoro ridotto per il mese di gennaio 2002 è stata effettivamente consegnata alla Posta e spedita il 30 aprile 2002. Il funzionario, ha dichiarato che il plico postale destinato alla Cassa cantonale di disoccupazione gli è stato consegnato il 30 aprile 2002 presso l'ufficio postale di \_\_\_\_\_. In simile circostanze, a mente del TCA e conformemente alla giurisprudenza citata (cfr. consid. 2.3), una tale evenienza basta per capovolgere la presunzione d'esattezza del timbro postale. Del resto, il rappresentante della ditta, in modo credibile, ha esposto le circostanze nelle quali ha visto che la busta è stata messa nel sacco postale prima della sua chiusura. La circostanza che il 3 o 4 maggio 2002 il signor \_\_\_\_\_ abbia di nuovo telefonato alla Posta per accertarsi di questa evenienza è peraltro spiegabile con il fatto che egli aveva appena ricevuto dalla Cassa una richiesta di spiegazioni circa l'asserito ritardo della domanda d'indennità per lavoro ridotto per il mese di gennaio 2002. Si segnala comunque alla ditta, non nuova a procedure davanti al TCA (ciò che spiega peraltro la verifica puntuale del rispetto dei termini effettuata in questa occasione), l'opportunità di procedere mediante un invio raccomandato (cfr. consid. 2.3) La ditta ha fatto valere il diritto alle indennità per lavoro ridotto per il periodo di gennaio 2002 entro il termine di perenzione di tre mesi di cui all'art. 38 cpv. 1 LADI. Pertanto il ricorso va accolto e la decisione impugnata annullata. Gli atti vanno retrocessi alla Cassa per le sue incombenze.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.